



IWILLNOTLOOKAWAY.ORG

S É R I E

Les choix de l'Europe

Tous les articles de la série dans un seul document, dans l'ordre de lecture. Mis à jour le 15 octobre 2026.

Les choix des dirigeants européens à l'épreuve des faits : de qui dépend l'énergie, ce qui reste du marché avec la Russie, comment on en est arrivé à la guerre en Ukraine. Dans chaque article, les faits sont séparés de notre jugement.

SOMMAIRE

1. L'Europe ne dépend plus de Moscou. De qui dépend-elle aujourd'hui ?
 2. Le marché euro-russe qui inquiétait Washington : ce que disent les chiffres
 3. De 1990 à 2022 : comment on en est arrivé à la guerre en Ukraine
-

L'Europe ne dépend plus de Moscou. De qui dépend-elle aujourd'hui ?

EN BREF

- En 2021, la Russie fournissait plus de 45 % du gaz importé par l'Union européenne ; en 2025, environ 13 %.
- Aujourd'hui, le premier fournisseur est la Norvège, avec environ 30 %. Les États-Unis fournissent 58 % du gaz liquéfié, soit environ un quart de tout le gaz consommé en Europe.
- Les ménages européens paient en moyenne le gaz presque deux fois plus cher qu'au début de 2021 : de 6,4 à 12,3 centimes le kWh.
- En 2025, le gaz liquéfié américain a été, en moyenne, le plus cher de ceux achetés par l'Europe.
- Le 9 octobre, Trump a suspendu jusqu'en avril 2027 les sanctions sur le diesel russe.
- Le procès du sabotage de Nord Stream s'ouvre à Hambourg le 14 octobre.

L'Europe entre dans l'hiver avec ses réserves de gaz les plus basses depuis près de vingt ans : fin août, les stockages étaient remplis à environ 63 % ([Oilprice, 27/8/2026](#), d'après les données de Gas Infrastructure Europe). Le gaz du Qatar, bloqué à Ormuz, a presque disparu (voir [la crise d'Ormuz](#)).

Cette partie de la crise, l'Europe l'a subie. Mais sa fragilité face à un tel choc vient d'un choix fait il y a quatre ans. C'est le premier article d'une série sur les grands choix des dirigeants européens : pour chacun, nous nous demandons ce qui a été décidé, quelles alternatives existaient, ce que cela a coûté et ce qui a fonctionné.

LE CHOIX DE 2022

Après l'invasion de l'Ukraine, l'Union a décidé de sortir du gaz russe. Ce choix n'était pas entièrement libre. À l'été 2022, c'est Moscou qui avait réduit les flux de Nord Stream à un cinquième de sa capacité ([Bloomberg, 25/7/2022](#)), et en septembre le gazoduc a été détruit.

La sortie est désormais inscrite dans un règlement, le 2026/261 ([EUR-Lex](#)). Les contrats courts sont déjà interdits : depuis le 25 avril 2026 pour le gaz liquéfié, depuis le 17 juin pour le gaz par

gazoduc. Les contrats longs prennent fin le 1er janvier 2027 pour le gaz liquéfié et le 30 septembre 2027 pour le gaz par gazoduc.

La question est de savoir comment ce gaz a été remplacé. En 2021, la Russie représentait plus de 45 % des importations européennes ; en 2024, 19 % ; en 2025, environ 13 %, selon le commissaire à l'Énergie Dan Jørgensen ([ANSA via Il Nordest, 24/4/2025](#)). Aujourd'hui, le premier fournisseur est la Norvège, avec environ 30 % ([Commission européenne, rapport trimestriel sur le gaz, T2 2025](#)). Le reste arrive surtout par bateau, sous forme de gaz liquéfié, et 58 % de ce gaz vient des États-Unis : environ un quart de toute la demande européenne ([ACER, 2026](#)).

La dépendance envers Moscou est terminée ; celle envers la mer, et envers Washington, a commencé. En juillet 2025, dans l'accord commercial avec Trump, l'Union s'est aussi engagée à acheter 750 milliards de dollars d'énergie américaine en trois ans : un engagement politique, non contraignant, que de nombreux analystes jugent irréalisable ([Oil & Gas 360, 28/7/2025](#)).

COMBIEN NOUS PAYONS

Le gaz liquéfié coûte plus cher par nature : il faut le refroidir, le transporter et le regazéifier. Mais il y a autre chose. Au deuxième trimestre 2025, le gaz coûtait aux États-Unis 13,7 euros le mégawattheure ; arrivé en Europe, il se payait 35,5 (Commission européenne, rapport cité). Cet écart couvre les coûts, et les marges de ceux qui vendent. Selon l'IEEFA, en 2025 le gaz liquéfié américain a été en moyenne le plus cher pour les acheteurs européens, devant celui du Qatar et celui de la Russie ; de 2022 à 2025, l'Union en a acheté pour 131,5 milliards d'euros ([IEEFA, European LNG Tracker](#)). L'IEEFA est un institut américain à but non lucratif, financé par des fondations philanthropiques, qui déclare soutenir la transition vers les énergies propres.

Sur la facture, la moyenne européenne pour les ménages, taxes comprises, est la suivante :

	1er semestre 2021	2e semestre 2025
Prix moyen du gaz pour les ménages dans l'UE (centimes le kWh)	6,4	12,28
Exemple : un logement qui consomme 10 000 kWh par an	environ 640 €	environ 1 230 €

Sources : [Eurostat, 5/5/2026](#) pour 2025 ; donnée Eurostat de 2021 rapportée par [Euronews, 26/2/2026](#). L'exemple est notre propre calcul sur une consommation indicative ; les écarts entre pays sont très importants.

Le prix a presque doublé, et les données de fin 2025 n'intègrent pas encore la guerre du Golfe : entre février et avril 2026, le gaz dans les capitales européennes a encore augmenté de 6,8 % ([Euronews, 14/5/2026](#), indice HEPI). Il faut toutefois rappeler que les prix de gros avaient commencé à flamber dès le second semestre 2021, des mois avant l'invasion, avec la reprise après la pandémie ([Banque mondiale, série mensuelle](#)) : la crise ne vient pas seulement des choix européens.

PENDANT QUE WASHINGTON NÉGOCIE AVEC MOSCOU

L'Europe s'est fixé une date pour renoncer au gaz russe, et d'ici là elle continue à en acheter ; son principal allié va dans la direction opposée. Le 9 octobre, Trump a annoncé un accord avec Poutine pour recevoir du diesel russe : plus de 300 000 tonnes tout de suite, puis des quantités croissantes jusqu'à quelques millions. Le Trésor américain a émis une licence qui suspend jusqu'en avril 2027 les sanctions sur le diesel russe déjà chargé sur les navires ([OPB, 9/10/2026](#)). Zelensky l'a qualifiée de « décision faible » de partenaires forts.

Le 8 octobre, Reuters a rapporté que l'envoyé Jared Kushner et Kirill Dmitriev, conseiller de Poutine, avaient discuté de l'entrée d'un investisseur américain dans Nord Stream ([Reuters via WHBL, 8/10/2026](#)). La Maison-Blanche affirme qu'il n'en a pas été question récemment ; Berlin indique qu'une réouverture « n'est pas souhaitée ». Les gazoducs sont sous sanctions européennes : au regard du droit de l'Union, une remise en service resterait illégale, quoi que décide Washington.

QUI A DÉTRUIT NORD STREAM

Le 14 octobre s'ouvre à Hambourg le procès de Serhii Kouznetsov, citoyen ukrainien extradé par l'Italie, accusé d'avoir dirigé le groupe de sept personnes qui a posé les charges. Selon les enquêteurs allemands, l'ordre serait venu d'une agence de l'État ukrainien, afin de priver Moscou des revenus du gaz. Kyiv dément ; Zelensky a dit ne rien en avoir su ([JusticeInfo](#)). Un second suspect, Volodymyr Jouravliov, a été arrêté en Croatie en août, après qu'un tribunal polonais avait refusé son extradition ([LIGA, 19/8/2026](#)). Les hypothèses qui ont circulé ces dernières années et qui mettaient en cause les États-Unis ou la Russie elle-même n'ont été confirmées par aucune enquête judiciaire. Les accusations doivent de toute façon encore être prouvées au procès.

CE QUI A FONCTIONNÉ

En 2022, beaucoup prédisaient des rationnements et des usines fermées. Cela ne s'est pas produit : l'Europe a remplacé l'essentiel du gaz russe en trois ans et a cessé d'être exposée au

chantage d'un fournisseur qui utilisait ses livraisons comme une arme. C'est un vrai résultat. Le prix a été une facture qui a presque doublé et une nouvelle dépendance, plus chère et plus exposée aux crises lointaines.

NOTRE JUGEMENT

Sortir du gaz russe était un choix défendable : aucun pays ne devrait confier le chauffage de ses foyers à un État qui vient d'envahir un voisin. L'erreur a été de le faire sans construire une véritable autonomie. L'Europe a changé de fournisseur, pas de condition. Elle a lié un quart de son gaz à un seul pays, a promis d'en acheter encore davantage, et découvre aujourd'hui que ce pays négocie avec Moscou de son côté, sur le diesel et peut-être sur Nord Stream, tandis que ce sont les ménages européens qui paient la facture. Des dirigeants capables de choisir, dans une période de transition, auraient dû se demander non seulement à qui cesser d'acheter, mais de qui ne plus jamais dépendre autant.

Mise à jour, 11 octobre 2026. Selon l'organisation allemande [Urgewald](#), à partir des données de la société d'analyse Kpler, entre janvier et septembre 2026 les ports de l'Union ont reçu 12,18 millions de tonnes de gaz liquéfié russe issu du projet arctique Yamal : 9,5 % de plus que sur la même période de 2025, un record. 85 % des livraisons de Yamal finissent en Europe ; en septembre, près des trois quarts de celles arrivées dans l'Union ont été déchargées en France, à Dunkerque et à Montoir ([Euronews](#)). Urgewald estime leur valeur à environ 7,9 milliards d'euros, mais précise qu'il s'agit d'un calcul fondé sur les prix de marché, et non de la somme des paiements effectifs ni des recettes de l'État russe. Au troisième trimestre, les livraisons ont reculé de 13,6 % sur un an. Ces achats sont légaux : les contrats courts sont interdits depuis avril, les contrats longs le seront à partir du 1er janvier 2027. C'est pourquoi nous avons corrigé la phrase qui ouvrait la section « Pendant que Washington négocie avec Moscou », selon laquelle l'Europe « renonce » au gaz russe : elle le fera, mais pour l'instant elle continue à en acheter.

Mise à jour, 15 octobre 2026. Le procès s'est ouvert le 14 octobre devant le tribunal régional supérieur de Hambourg et devrait durer jusqu'au début de 2027. Selon l'accusation, Kouznetsov et d'autres militaires ukrainiens auraient agi sur ordre d'agences de l'État ukrainien ; l'accusé nie et n'a pas pris la parole à l'audience ([Courthouse News](#)). La défense soutient qu'il n'existe aucune preuve de son implication et, en même temps, que le gazoduc était un objectif militaire légitime, « une arme entre les mains des Russes ». Le tribunal devra donc décider s'il s'agit d'une attaque contre une infrastructure civile, interdite par le droit de la guerre, ou d'une action militaire. Selon la BBC, en septembre 2022, Kouznetsov était en

service actif dans les forces armées ukrainiennes ([LIGA, d'après la BBC](#)). Le parquet général ukrainien affirme n'avoir trouvé aucune preuve d'une implication de l'État ([Kyiv Independent](#)).

À SUIVRE

- Les niveaux de stockage au 1er novembre et le procès de Hambourg, à partir du 14 octobre.
- Les livraisons de diesel russe aux États-Unis et les discussions sur Nord Stream et Lukoil.
- Les données d'Eurostat sur les factures du premier semestre 2026, attendues fin octobre.

Sources : [Oilprice, 27/8/2026](#) · [Bloomberg, 25/7/2022](#) · [EUR-Lex](#) · [ANSA via Il Nordest, 24/4/2025](#) · [Commission européenne, rapport trimestriel sur le gaz, T2 2025](#) · [ACER, 2026](#) · [Oil & Gas 360, 28/7/2025](#) · [IEEFA, European LNG Tracker](#) · [Eurostat, 5/5/2026](#) · [Euronews, 26/2/2026](#) · [Euronews, 14/5/2026](#) · [Banque mondiale, série mensuelle](#) · [OPB, 9/10/2026](#) · [Reuters via WHBL, 8/10/2026](#) · [JusticeInfo](#) · [LIGA, 19/8/2026](#) · [Urgewald, 9/10/2026](#) · [Euronews, 9/10/2026](#) · [Courthouse News, 14/10/2026](#) · [LIGA, d'après la BBC, 10/10/2026](#) · [Kyiv Independent, 9/7/2026](#)

Le marché euro-russe qui inquiétait Washington : ce que disent les chiffres

EN BREF

- Les échanges entre l'Union européenne et la Russie ont atteint leur **sommet en 2012**, puis ont baissé : en 2021, avant l'invasion, ils étaient déjà inférieurs de près d'un quart.
- En 2021, la Russie était le cinquième marché pour les marchandises européennes ; **62 %** de ce que l'Europe achetait à Moscou était de l'énergie.
- Les États-Unis se sont ouvertement opposés à Nord Stream 2, avec des sanctions en 2019 et avec la promesse de Biden du **7 février 2022**.
- Aujourd'hui, l'Union absorbe plus de la moitié du gaz liquéfié américain, et **58 %** des armes importées par les pays européens de l'OTAN viennent des États-Unis.
- Dans la même période, l'Europe a recommencé à vendre des armes à l'Arabie saoudite et a qualifié de « fiable » le gaz de l'Azerbaïdjan.

UNE THÈSE QUI REVIENT

Dans le débat public, en Italie et ailleurs, une idée revient souvent : avant la guerre, un grand marché était en train de naître entre l'Europe et la Russie, l'industrie européenne unie aux matières premières russes. Une perspective qui aurait affaibli les États-Unis, et que Washington aurait eu intérêt à arrêter.

L'idée a une part vraie et une part que les chiffres ne confirment pas. Ici, nous les séparons. C'est le troisième article de la série sur les choix des dirigeants européens, après celui sur [l'énergie](#).

LE RÊVE « DE LISBONNE À VLADIVOSTOK »

Le projet a une date. Le 25 novembre 2010, Vladimir Poutine, alors Premier ministre, proposa dans un journal allemand un grand espace économique « de Lisbonne à Vladivostok », avec une zone de libre-échange ([Moscow Times, 25/11/2010](#)).

Berlin répondit avec prudence : Angela Merkel dit partager l'idée, mais que la Russie n'allait pas dans cette direction ([AFP via bilaterals.org](#)). Le projet n'alla jamais au-delà des déclarations.

Et le dollar ? En 2019, Rosneft, la première compagnie pétrolière russe, passa du dollar à l'euro pour tous ses contrats d'exportation, afin de se protéger des sanctions américaines ([High North News](#), d'après Reuters).

CE QUE DISENT LES CHIFFRES

Échanges de marchandises UE–Russie (milliards d'€)	2002	2012	2021	2025
Importations depuis la Russie	61	204	158	27
Exportations vers la Russie	33	118	89	30

Sources : [Eurostat, 7/3/2022](#) pour 2012 et 2021 ; pour 2002, données Eurostat rapportées par [Chronicle.lu](#) ; pour 2025, données Eurostat Comext rapportées par [The Trade Hub](#), cohérentes avec les données trimestrielles d'[Eurostat](#).

Les échanges ont augmenté jusqu'en 2012, puis ont baissé avec la crise de Crimée, les premières sanctions et la chute du pétrole. En 2021, la Russie représentait 4,1 % des exportations européennes et 7,5 % des importations, et 62 % de ce que l'Europe achetait à Moscou était de l'énergie (Eurostat, cité plus haut).

C'était une relation importante mais simple : des matières premières russes contre des machines européennes. Et avant la guerre, elle se réduisait déjà. Le PIB russe, 1 830 milliards de dollars, représentait environ un dixième de celui de l'Union, 17 300 milliards ([Banque mondiale via FRED](#)). Parler d'un « empire » économique en formation ne trouve aucun appui dans les données.

QUI AVAIT DES INTÉRÊTS CONTRAIRES

Les intérêts américains, eux, sont documentés.

Le 20 décembre 2019, Trump signa une loi sanctionnant les entreprises qui posaient Nord Stream 2. Quelques heures plus tard, la société suisse-néerlandaise Allseas suspendit les travaux ([Reuters via PGJ](#)). Le gouvernement allemand déclara rejeter des sanctions « extraterritoriales » ([EUobserver](#)).

Le 7 février 2022, aux côtés du chancelier Scholz, Biden déclara qu'en cas d'invasion Nord Stream 2 serait fini. Scholz évita de nommer le gazoduc ([CNBC, 7/2/2022](#)).

Après 2022, qui a gagné se mesure :

- **Le gaz.** En 2025, 54 % du gaz liquéfié exporté par les États-Unis est allé dans l'Union, 63 % de plus que l'année précédente ([Banchero Costa via Hellenic Shipping News](#)). L'article de cette série sur l'énergie a montré à quel prix.
- **Les armes.** Entre 2021 et 2025, les États-Unis ont fourni 58 % des armes importées par les pays européens de l'OTAN ([SIPRI via Defense News, 9/3/2026](#)).

Sur le dollar, en revanche, la guerre n'a pas changé la tendance. En 1999, il représentait 71 % des réserves des banques centrales ; aujourd'hui, il est à 56,7 %, tandis que l'euro est monté à 20,6 % ([FMI, 30/9/2026](#)).

UN INTÉRÊT N'EST PAS UNE CAUSE

Avoir un intérêt ne signifie pas avoir provoqué un événement. La guerre à grande échelle a commencé le 24 février 2022, quand les troupes russes sont entrées en Ukraine. Le 2 mars, l'Assemblée générale de l'ONU a exigé leur retrait par 141 voix ([ONU, résolution ES-11/1](#)). Le 16 mars, la Cour internationale de justice a ordonné à la Russie de suspendre ses opérations militaires ([CIJ, ordonnance](#)). Comment on en est arrivé là, avec les responsabilités de chacun, c'est le sujet de [l'article suivant](#).

LA FACTURE MORALE

Il y a un point où la critique de l'Europe tient pleinement. Tout en renonçant à la Russie au nom des principes, l'Union a noué d'autres relations avec moins de scrupules :

- Le 18 juillet 2022, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a signé à Bakou un accord pour doubler le gaz venant d'Azerbaïdjan d'ici 2027, qualifiant le pays de partenaire fiable ([Commission européenne, IP/22/4550](#)). Un an plus tard, l'Azerbaïdjan a pris le Haut-Karabakh par une offensive militaire, et plus de cent mille Arméniens ont fui en Arménie ([HCR, via Reuters](#)).
- Le 31 mai 2023, l'Italie a levé l'interdiction de vendre des bombes et des missiles à l'Arabie saoudite, décidée à cause de la guerre au Yémen ([Reuters via The New Arab](#)).
- En janvier 2024, l'Allemagne a levé son veto sur les Eurofighter pour Riyad, en invoquant l'attitude saoudienne envers Israël après le 7 octobre ([AP via PBS](#)).

CE QUI A FONCTIONNÉ

La réduction des échanges a retiré à Moscou le levier avec lequel elle influençait depuis des années les gouvernements européens. Depuis le deuxième trimestre 2025, l'Union est en excédent commercial avec la Russie, pour la première fois depuis plus de vingt ans ([Euronews](#),

[30/8/2025](#) ; [Eurostat via Sofia Globe, 24/2/2026](#)). Une Europe qui, en 2021, achetait à un seul pays 45 % de son gaz importé était exposée au chantage ; aujourd'hui, elle l'est beaucoup moins.

NOTRE JUGEMENT

Cette section exprime la position du site. Elle est séparée des faits exposés plus haut.

Ceux qui soutiennent que les États-Unis avaient intérêt à séparer l'Europe de la Russie ont raison : Washington l'a dit et l'a fait, avec les sanctions sur Nord Stream et avec la promesse de Biden. Ceux qui soutiennent que, pour cette raison, l'Amérique « a fait éclater la guerre » confondent un intérêt avec une cause, et effacent le choix de celui qui a envoyé les chars. Le marché euro-russe n'a pas été tué en 2022 : il s'était arrêté dix ans plus tôt, quand Moscou a préféré la Crimée au libre-échange.

Reste un fait qui pèse plus que les intentions. Quelle que soit la cause de la guerre, son issue a privé l'Europe de toute alternative et l'a rendue plus dépendante de Washington, qui en est le principal bénéficiaire. Mais l'alternative russe était elle-même une dépendance. Une Europe souveraine aurait dû se construire sa propre autonomie, et non choisir entre deux maîtres.

Et il y a le double standard. L'Union a rompu avec Moscou au nom des principes, mais dans le même temps elle a recommencé à vendre des armes à ceux qui avaient bombardé le Yémen et a qualifié de fiable un gouvernement qui, un an plus tard, réglerait un conflit par les armes. Des principes appliqués seulement à l'ennemi du moment ne sont pas des principes : c'est de la commodité.

À SUIVRE

- Les données d'Eurostat sur le commerce avec la Russie en 2026 et le 23e paquet de sanctions.
- L'engagement de 750 milliards d'énergie américaine : combien en a réellement été acheté.
- La révision de la position commune de l'UE sur les exportations d'armes.

Sources : [Moscow Times, 25/11/2010](#) · [AFP via bilaterals.org](#) · [High North News, d'après Reuters](#) · [Eurostat, 7/3/2022](#) · [Chronicle.lu](#) · [The Trade Hub](#) · [Eurostat](#) · [Banque mondiale via FRED](#) · [Reuters via PGI](#) · [EUobserver](#) · [CNBC, 7/2/2022](#) · [Banchero Costa via Hellenic Shipping News](#) · [SIPRI via Defense News, 9/3/2026](#) · [FMI, 30/9/2026](#) · [ONU, résolution ES-11/1](#) · [CIJ, ordonnance](#) · [Commission européenne, IP/22/4550](#) · [HCR, via Reuters](#) · [Reuters via The New Arab](#) · [AP via PBS](#) · [Euronews, 30/8/2025](#) · [Eurostat via Sofia Globe, 24/2/2026](#)

De 1990 à 2022 : comment on en est arrivé à la guerre en Ukraine

EN BREF

- En 1990, les dirigeants occidentaux promirent oralement à Gorbatchev que l'OTAN ne s'élargirait pas à l'est. **Ils ne l'écrivirent jamais.**
- La Russie a signé à plusieurs reprises le **droit de chaque État de choisir ses alliances**, et en 1994 elle a garanti les frontières de l'Ukraine.
- L'affrontement politique commence vers 2007-2008. La rupture arrive en 2013-2014, quand l'Europe et la Russie se disputent l'économie ukrainienne.
- L'extrême droite ukrainienne existait et était armée, mais elle n'a jamais dépassé 5 % aux élections.
- La guerre dans le Donbass a fait environ **14 300 morts** en huit ans. Selon la Cour européenne des droits de l'homme, la Russie contrôlait les zones séparatistes **depuis mai 2014.**

POURQUOI CET ARTICLE

La guerre à grande échelle commence le 24 février 2022, mais la rupture entre l'Europe et la Russie vient de loin. [L'article précédent](#) a distingué ceux qui avaient intérêt à cette rupture et ceux qui l'ont causée. Ici, nous mettons trente ans en ordre, avec une règle : pour chaque fait gênant pour une partie, nous cherchons aussi ceux qui gênent l'autre, et nous donnons la parole d'abord aux tribunaux et aux observateurs internationaux, ensuite aux gouvernements.

1990 : LA PROMESSE ORALE

Le 9 février 1990, le secrétaire d'État américain James Baker dit à Gorbatchev, trois fois, que l'OTAN ne se déplacerait pas « d'un pouce » vers l'est. Bush, Kohl, Mitterrand et Thatcher tinrent des propos semblables. C'est ce que montrent les documents publiés en 2017 par le [National Security Archive](#).

Mais aucune de ces phrases n'a fini dans un traité. Celui sur la réunification allemande interdit seulement les troupes étrangères de l'OTAN et les armes nucléaires dans l'ex-Allemagne de l'Est. En 2014, Gorbatchev lui-même a dit que l'élargissement à l'Est n'avait pas été discuté à l'époque ; il a ajouté toutefois que l'Occident en avait trahi l'esprit ([Académie fédérale allemande de politique de sécurité](#)).

CE QUE MOSCOU A SIGNÉ

- **Helsinki 1975 et Istanbul 1999** : chaque État choisit librement ses alliances. La [Charte d'Istanbul](#) ajoute que nul ne doit renforcer sa sécurité aux dépens de celle des autres, l'argument que Moscou a toujours utilisé, et que nul ne peut considérer une partie de l'Europe comme sa « sphère d'influence ». Les deux figurent dans le même paragraphe.
- **Budapest 1994** : l'Ukraine renonce aux armes nucléaires ex-soviétiques ; la Russie, les États-Unis et le Royaume-Uni s'engagent à respecter ses frontières.
- **Acte fondateur OTAN–Russie, 1997** : aucune des deux parties n'a de droit de veto sur les décisions de l'autre.

Et ce sont les pays de l'Est qui ont demandé à entrer dans l'OTAN : la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et les pays baltes se souvenaient des invasions et des occupations soviétiques.

DE LA COOPÉRATION À L'AFFRONTEMENT

1999. La Pologne, la Hongrie et la République tchèque entrent dans l'OTAN. La même année, l'OTAN bombarde la Serbie pour le Kosovo sans l'aval de l'ONU. Moscou ne l'oubliera pas.

2002. C'est encore le temps de la coopération : naît le Conseil OTAN–Russie. Dans ces mois-là, aux côtés du président ukrainien Koutchma, Poutine dit que les relations entre l'Ukraine et l'OTAN sont « une affaire entre ces deux partenaires » ([Kremlin](#)).

2007-2008. À Munich, Poutine attaque ouvertement l'ordre dirigé par les États-Unis. Les avertissements viennent aussi de l'Occident : dès 1997, le diplomate américain George Kennan avait qualifié l'élargissement de plus grave erreur de la politique américaine depuis la guerre froide ([New York Times, 5/2/1997](#)). En février 2008, l'ambassadeur américain à Moscou, William Burns, écrit à Washington que l'Ukraine dans l'OTAN est, pour toute la classe dirigeante russe, la ligne rouge la plus nette (câble publié par WikiLeaks, [Fair Observer](#)).

En avril, au sommet de Bucarest, l'OTAN annonce que l'Ukraine et la Géorgie « deviendront membres » ([OTAN, 3/4/2008](#)), mais l'Allemagne et la France bloquent le parcours concret d'adhésion. Résultat : Moscou se sent menacée, Kyiv reste sans protection. En août, la guerre éclate en Géorgie ; une enquête voulue par l'Union européenne conclura que Tbilissi a tiré la première, mais que la réponse russe est allée au-delà des limites de la défense ([RTÉ, sur le rapport Tagliavini](#)).

Même alors, la route n'était pas tracée : en 2010, les États-Unis et la Russie signent un nouveau traité sur les armes nucléaires, et en 2012 la Russie entre à l'Organisation mondiale du

commerce, saluée par l'Europe ([EUI](#)).

2013 : DEUX MARCHÉS POUR UN PAYS

La vraie rupture naît d'un conflit économique. Moscou veut l'Ukraine dans son union douanière ; Bruxelles lui offre un accord de libre-échange. On ne peut pas avoir les deux.

En août 2013, la Russie bloque pendant une semaine les marchandises ukrainiennes à la frontière ([OSW](#)). Un conseiller de Poutine qualifie de « suicidaire » la signature avec l'Europe ([Reuters via Moscow Times](#)). En novembre, le président Ianoukovitch renonce à signer ; le 17 décembre, Moscou lui accorde 15 milliards de dollars et une remise d'un tiers sur le gaz ([Moscow Times](#)). C'est de là que naissent les manifestations de la place Maïdan.

2014 : MAÏDAN, CRIMÉE, DONBASS

Maïdan. Après trois mois de manifestations, Ianoukovitch s'enfuit en février. Rien qu'entre le 18 et le 20 février, dans le centre de Kyiv, 73 civils et 11 policiers sont tués ([Hromadske](#)). Début février, une conversation téléphonique interceptée avait déjà été diffusée, dans laquelle la diplomate américaine Victoria Nuland discutait avec l'ambassadeur de qui devrait entrer au gouvernement et insultait l'Union européenne ([MPR, d'après AP](#)) : Washington voulait peser, et n'était pas d'accord avec Bruxelles.

L'extrême droite. Elle existait et était armée. Le bataillon Azov naît en 2014 et son premier commandant venait d'un groupe néonazi ; en 2018, le Congrès américain interdit de le financer ([The Hill, repris par le représentant Ro Khanna](#)). Mais dans les urnes, elle pèse peu : en 2019, toute l'extrême droite réunie obtient 2,15 % et reste hors du Parlement ([Swedish Institute of International Affairs](#)). La même année, Zelensky, issu d'une famille juive, l'emporte avec 73 %.

Crimée et Donbass. En mars, la Russie annexe la Crimée ; l'Assemblée générale de l'ONU déclare le référendum invalide, par 100 voix pour, 11 contre et 58 abstentions ([Library of Congress](#)). En avril, un groupe armé dirigé par Igor Guirkine, ancien officier des services russes, prend Sloviansk. Guirkine dira avoir « appuyé sur la détente de la guerre », tout en admettant qu'en été la plupart des combattants étaient des gens du coin ([Moscow Times](#)). En 2025, la Cour européenne des droits de l'homme a établi que la Russie contrôlait les zones séparatistes depuis le 11 mai 2014, et qu'elle est responsable de la destruction du vol MH17 ([CEDH, 9/7/2025](#)).

Odessa. Le 2 mai, les affrontements entre pro-ukrainiens et pro-russes font 48 morts ; 42 meurent dans l'incendie de la Maison des syndicats, où les pro-russes s'étaient barricadés ([Kyiv Post](#)). En 2025, la Cour européenne a condamné l'Ukraine pour ne pas avoir prévenu les violences, secouru les victimes et enquêté correctement ([CEDH, 13/3/2025](#)).

Les morts. De 2014 à 2021, l'ONU compte environ 14 300 morts, dont au moins 3 404 civils, la plupart au cours des deux premières années ([HCDH](#)).

MINSK : UN ACCORD QUE PERSONNE N'A RESPECTÉ

Les accords de Minsk (2014-2015) prévoyaient un cessez-le-feu, le retrait des armes et des forces étrangères, et une autonomie pour le Donbass. Ils n'ont jamais été appliqués. En 2022, Merkel a dit que Minsk avait aussi servi à donner du temps à l'Ukraine pour se renforcer ([TASS, d'après Die Zeit](#)) : pour Moscou, c'est la preuve de la mauvaise foi occidentale. Mais la Russie n'a jamais retiré ses forces, comme l'accord l'exigeait.

LES DERNIÈRES SEMAINES

Dans les jours qui précèdent l'invasion, les observateurs de l'OSCE enregistrent une flambée de tirs le long du front : dans la région de Donetsk, entre le 18 et le 20 février 2022, plus de 2 100 violations du cessez-le-feu ([OSCE](#)). Chaque partie accuse l'autre.

Moscou justifie l'invasion par un prétendu « génocide » des russophones du Donbass. En mars 2022, la Cour internationale de justice dit ne pas disposer de preuves de ce génocide ([CIIJ](#)).

NOTRE JUGEMENT

Cette section exprime la position du site. Elle est séparée des faits exposés plus haut.

Expliquer n'est pas justifier. L'Occident a donné des assurances orales puis les a ignorées, n'a pas écouté ses propres diplomates et, à Bucarest, a choisi la pire voie : annoncer l'adhésion sans l'accorder. Washington a cherché à influencer le gouvernement né de Maïdan. En Ukraine, l'extrême droite armée a été tolérée trop longtemps, et à Odessa l'État a failli. Ce sont des faits, et un récit honnête doit les contenir.

Mais la Russie avait signé le droit de chaque État de choisir ses alliances et avait garanti les frontières ukrainiennes. Elle a utilisé le blocus commercial pour empêcher Kyiv de faire un choix économique, puis elle a pris la Crimée et le Donbass. Aucune erreur occidentale ne rend licite une invasion : la Charte des Nations unies interdit le recours à la force à tous, y compris à ceux qui se sentent menacés. C'est la même mesure que nous appliquons à Washington, et elle doit s'appliquer aussi à Moscou.

À SUIVRE

- Le prochain article de la série : les choix européens après 2022 et ce qu'ils ont coûté.

- Les requêtes individuelles contre la Russie devant la Cour européenne des droits de l'homme, ouvertes par l'arrêt de juillet 2025.

Sources : [National Security Archive](#) · [Académie fédérale allemande de politique de sécurité](#) · [Charte d'Istanbul](#) · [Kremlin](#) · [New York Times, 5/2/1997](#) · [Fair Observer](#) · [OTAN, 3/4/2008](#) · [RTÉ, sur le rapport Tagliavini](#) · [EUI](#) · [OSW](#) · [Reuters via Moscow Times](#) · [Moscow Times](#) · [Hromadske](#) · [MPR, d'après AP](#) · [The Hill, repris par le représentant Ro Khanna](#) · [Swedish Institute of International Affairs](#) · [Library of Congress](#) · [Moscow Times](#) · [CEDH, 9/7/2025](#) · [Kyiv Post](#) · [CEDH, 13/3/2025](#) · [HCDH](#) · [TASS, d'après Die Zeit](#) · [OSCE](#) · [CIJ](#)

N3R1-70 — I Will Not Look Away — Version en ligne: <https://iwillnotlookaway.org/s/fr/serie-choix-de-l-europe-texte-integral.html>